



Paris, mardi 15 juin 2010

## Communiqué

Communiqué de Germinal Peiro,  
Secrétaire national Ruralité et Mer

### **Agriculture : le gouvernement bien embarrassé par les propositions du PS !**

Le ministre de l'agriculture Bruno Lemaire a montré l'embarras du gouvernement en répondant aujourd'hui à une question d'actualité posée par l'un des députés de l'UMP au sujet des propositions du PS sur l'agriculture.

Comment ne pas être embarrassé quand, après 8 années de gouvernement de droite, notre pays connaît l'une des crises agricoles les plus graves de son histoire ? Comment ne pas être embarrassé quand 10 % des agriculteurs doivent s'inscrire au Revenu de Solidarité Active, quand 13 % des exploitants déclarent vouloir cesser leur activité dans les douze mois à venir, quand le nombre d'installations est divisé par 3 ou 4 selon les départements ?

Comment ne pas être embarrassé quand, après avoir soutenu une politique de libéralisation des marchés, de suppression du contrôle des productions, de suppression des outils de régulation, le ministre découvre que cette politique mène l'agriculture française à la ruine ? Comment ne pas être embarrassé quand les rodomontades du président de la République ont perdu toute crédibilité ?

Le Parti socialiste, lui, fait des propositions sérieuses qui tranchent avec la politique libérale qui mène le monde agricole dans l'impasse. Le Parti socialiste propose des mesures fortes, ambitieuses, innovantes.

En revendiquant le droit des peuples à se nourrir, le PS exige que le droit à l'alimentation soit supérieur à toute considération commerciale. En demandant un régime particulier pour l'agriculture à l'OMC, le PS affirme que l'agriculture n'est pas la variable d'ajustement des échanges mondiaux. C'est rigoureusement contradictoire avec la politique suivie par le gouvernement.

En revendiquant l'harmonisation par le haut des règles fiscales, sociales et environnementales en Europe, le PS propose une autre ambition pour l'Europe. Le gouvernement, lui, veut niveler par le bas toutes les réglementations.

En demandant la mise en place d'un dispositif permettant de contrôler les importations de produits agricoles et alimentaires en Europe, le PS veut s'assurer que tous les produits importés dans l'Union européenne respectent les normes demandées à nos propres producteurs. Le gouvernement, de son côté, se satisfait d'une concurrence par le bas destructrice.

Le PS propose un grand plan de relocalisation de l'agriculture en France. Où est celui du gouvernement ?

Les propositions du Parti socialiste en matière d'agriculture ne sont pas celles de Bruno Lemaire. Comme le disait un agriculteur hier à Cluny, le ministre de l'agriculture, lui, n'a à proposer aux agriculteurs qu'une Loi de modernisation de l'agriculture aussi creuse que décevante.